

12 propositions du Snitem aux candidats à l'élection présidentielle pour défendre les DM

1. définir une politique globale et ambitieuse de l'innovation en santé (intégrant ses composantes médicales, industrielles, sociales), grâce à un pilotage interministériel associant a minima les ministères de la Santé et de l'Industrie
2. installer un cadre d'évaluation et de tarification adapté aux DM, fondé sur de nouvelles méthodologies adaptées aux DM et aux actes qui leur sont associés, et sur la prise en compte de leur impact organisationnel
3. consulter systématiquement les fabricants de DM lors de la négociation sur la tarification d'un acte médical impactant l'achat de matériel médical et, notamment, d'équipements lourds
4. faciliter l'accès des patients aux produits innovants, tout en conservant la garantie d'un accès sécurisé
5. donner à l'imagerie de réels moyens pour améliorer l'accès des patients aux équipements
6. mettre en place des procédures d'accès au marché adaptées à certains DM, bien établis et aux caractéristiques très proches d'autres déjà sur le marché, pour plus de fluidité et un accès accéléré
7. desserrer, dans un cadre éthique et sécurisé, l'accès aux données médico-administratives de santé pour les entreprises, leur permettant de concevoir les produits les mieux adaptés
8. sortir de l'expérimentation sur les solutions d'e-santé en adaptant le cadre administratif et organisationnel pour que cette révolution entre dans sa phase opérationnelle à grande échelle
9. définir des politiques d'achats publics, notamment dans le cadre de la constitution des GHT, suffisamment souples pour garantir un accès aux patients à des produits diversifiés et innovants sans systématiser des appels d'offres nationaux et massifs plus défavorables aux TPE/PME
10. mettre en place une régulation économique juste, proportionnée et adaptée
11. accélérer le virage ambulatoire et le développement des soins à domicile grâce à un pilotage du système de soins permettant d'en apprécier les grands équilibres, au-delà des découpages budgétaires actuels (notamment par le dépassement du cloisonnement ville/hôpital et la fongibilité de leurs enveloppes de financement)
12. améliorer le soutien public à l'export des DM en adaptant les dispositifs existants à des entreprises de petite taille et innovantes